

L'enjeu existentiel posé par l'arme nucléaire

Le 2 mars 2026 le Président Macron a annoncé une « dissuasion nucléaire avancée » à destination de certains pays européens, l'augmentation du nombre de têtes nucléaires avec l'arrêt de la communication sur le nombre de têtes détenues et le « non-partage du bouton ». Que cela signifie-t-il pour l'avenir de la France, l'avenir de l'Union Européenne et l'avenir de la paix dans le monde ?

La France dispose aujourd'hui de 290 têtes nucléaires d'une puissance variant entre 100 et 300 kilotonnes. A titre de comparaison, l'explosion sur Hiroshima était de 15 kilotonnes. Selon l'ICAN l'arsenal français serait augmenté d'une centaine de têtes nucléaires, soit +34% !

Quatre ans de guerre Russo-ukrainienne ont amené l'hypothèse de l'usage du nucléaire comme gage de sécurité de l'Europe face à la Russie. La classe dominante tente de nous faire avaler qu'une guerre contre la Russie sans l'usage de l'arme nucléaire ou avec le seul risque de l'utilisation d'armes dites « tactiques » serait possible, et donc que nous devrions accepter de perdre nos enfants comme l'affirme le chef d'état-major des armées.

Profitant du contexte Trumpiste de fin du mythe du « parapluie nucléaire » Etats-unien, Macron souhaite le prolonger sous la forme d'un équivalent français. Cela place de fait notre pays comme l'ennemi potentiel principal face de la Russie et donc comme la cible privilégiée de ses frappes potentielles.

Mais pourquoi la Russie et le reste de l'Europe devraient-elles être ennemies ? La fracture de notre continent est le produit d'une guerre inter-impérialiste entre Russie et USA-OTAN-UE. La Russie a agressé l'Ukraine parce que ses échanges économiques historiquement tournés vers l'Est se tournaient radicalement vers l'Ouest. Si le rappeler n'excuse en rien le franchissement du Rubicon, cela permet de contrer l'hystérisation volontaire du conflit par les va-t-en guerre.

Lors de la campagne présidentielle de 2022, nous appuyant sur les accords 1 et 2 d'Helsinki, nous proposons un traité de sécurité paneuropéen intégrant la Russie. Nous devons réaffirmer cet objectif dans notre texte d'orientation, poser des perspectives et des propositions concrètes pour désamorcer les tensions en vue de la réalisation de l'objectif.

Tout éventuel « Helsinki 3 » passe par la dénucléarisation du continent et la dissolution de l'OTAN (alliance nucléaire), à l'inverse de la dynamique mortifère actuelle. La France, puissance nucléaire membre de l'OTAN et membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU peut et doit jouer un rôle moteur en ce sens.

Notre parti doit inlassablement appeler à ce que la France rejoigne le traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) décidé à l'Onu le 7 juillet 2017 par 122 pays sur 192.

74 pays l'ont déjà ratifié et 25 autres ont lancé leur processus de ratification. 99 peuples qui ne veulent plus subir la menace permanente des impérialismes, dont l'arme nucléaire est l'un des principaux marqueurs.

Car la « dissuasion nucléaire » est une arme impérialiste bien plus offensive que défensive : en 2003 les USA envahissent l'Irak contre le droit international sans risque de rétorsion militaire de

qui que ce soit car puissance nucléaire. Idem pour la France et le RU en 2011 en Lybie, idem pour la Russie en Ukraine en 2022 et idem pour USA-Israël actuellement au Moyen-Orient.

A l'image du refus de s'engager dans l'invasion de l'Irak en 2003, les conséquences d'une annonce de désengagement de la France en matière d'arme nucléaire engendrerait à la fois un formidable rayonnement auprès des nations qui subissent de l'impérialisme et des tensions avec celles qui sont actuellement nos alliées en impérialisme. Mais à la puissance 10. Car sortir de l'arme nucléaire implique de sortir de l'alliance nucléaire qu'est l'OTAN.

Là il faut être honnête et le TIAN est suffisamment bien conçu pour nous le permettre :

- Annoncer rejoindre le TIAN... n'est qu'un effet d'annonce : la France n'a à ce stade rien enlevé de sa « dissuasion ». Il s'agit simplement de s'appuyer sur le rayonnement inhérent à cet effet d'annonce pour entamer un travail diplomatique de fond : créer un rapport de force suffisant au sein des populations des Etats dotés pour obliger leurs gouvernants à négocier des réductions de leurs arsenaux. On peut pour cela s'appuyer sur les Etats non dotés pour un « shaming » international des Etats dotés. Un tel processus aurait de plus l'avantage de permettre à la France de préparer sa sortie de l'OTAN en se créant de nouvelles alliances au sein des nations non dotées. Même si la tentative d'amener les Etats dotés à réduire leurs arsenaux devait échouer, un sillon serait tracé. Et la France ne se serait en aucun cas « découverte ».
- Sortir de l'OTAN ne saurait se faire en deux jours : ce traité implique des interdépendances économiques très importantes en plus de la forte dépendance militaire aux USA et aux autres nations membres. Là encore, l'annonce n'est qu'un effet d'annonce sur lequel il s'agit de s'appuyer pour faire avancer le multilatéralisme onusien et la paix.
- Si une négociation de désarmement multilatéral devait s'engager, une négociation parallèle de traité de sécurité paneuropéen comprenant la Russie pourrait également se lancer. Et la sortie de la France de l'OTAN ne pourrait plus être assimilée à un éventuel retournement d'alliance que la classe dominante ne manquerait pas de faire valoir dans le cas contraire.
- Une négociation de désarmement multilatéral permettrait à la France d'engager le processus de ratification du TIAN, c'est-à-dire de modifier notre droit national de façon à le mettre en conformité avec le traité : le parlement inscrirait à ce stade par la loi l'interdiction pour notre pays de disposer de dispositifs explosifs nucléaires.
- Si les négociations de désarmement devaient échouer ou ne pas permettre d'aller au bout du désarmement nucléaire, le TIAN n'obligerait pas la France à mettre en œuvre son désarmement : le traité précise simplement que si des armes nucléaires persistent 10 ans après le processus de ratification, ce dernier devient nul et non avenu. Bref, là encore la France ne se serait pas « découverte ».

Ce processus permet donc à la fois de sortir de l'arme nucléaire et de l'OTAN tout en reconfigurant pleinement nos alliances. Il est à mon sens un élément incontournable de notre internationalisme de classe.